

Congrès de la CGT. Intervention troisième table ronde.

SUJET : SYNDICALISME INTERNATIONAL

Dijon 12 Mai 2019

Chers Frères et Sœurs, Chers Camarades de la CGT,

Ma deuxième intervention suite à celle de ce matin dans cette conférence va être basée sur le sujet du syndicalisme international et le point de vue de l'Union des Syndicats de Monaco à ce sujet.

S'il y a bien quelque chose qui nous unit tous aujourd'hui, c'est la solidarité internationale et la participation massive d'aujourd'hui à cette conférence le prouve !

Cette solidarité est essentielle dans cette période de contestation sociale sans précédent en France et la répression exercée par le Gouvernement Macron qui vise non seulement le droit à manifester mais aussi le droit syndical.

Combien de citoyens interpellés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes ? Combien de citoyens mutilés, blessés ou humiliés ? Combien de camarades, notamment de la CGT, sont en garde à vue ou l'ont été ?

Face à la contestation, le pouvoir impérialiste est prêt à tout, même à demander la dissolution d'organisations syndicales comme un député de LREM s'est autorisé à le faire dernièrement concernant l'Union Départementale CGT 13 à laquelle nous apportons tout naturellement notre soutien que ce soit aux militants ou à son Secrétaire Général, Olivier MATEU convoqué dernièrement au Commissariat d'Aix en Provence et par conséquent, nous ne pouvons plus supporter cela sans réagir ! Nous devons tous, chacun à son niveau, lutter à chaque fois que cela sera nécessaire pour combattre ces injustices. Pour cela, nous pensons qu'un renforcement de nos relations internationales est nécessaire afin d'améliorer l'efficacité de nos actions et de remporter la victoire qui ne peut s'atteindre que par un changement radical de société, la fin du système capitaliste et celle de l'exploitation de l'homme par l'homme au travers d'une socialisation des grands moyens de production.

Le défi est de taille ! Notre ennemi de classe est préparé au combat ! il défend ainsi ses intérêts pied à pied en tentant de faire disparaître tous les conquits sociaux d'après-guerre. Dans sa ligne de mire, la sécurité sociale et la retraite, prochaine étape de destruction du droit du travail !

Nous devons, tous ensemble camarades, préparer ce combat et renforcer nos liens ! C'est ce que nous pensons à l'Union des Syndicats de Monaco.

Malgré la petite taille de notre organisation, nous ne manquons pas d'apporter tout notre soutien aux batailles menées en France ou ailleurs et nous continuerons !

Les deux dernières années ont été marquées au sein de notre organisation composée de 40 Syndicats professionnels par un débat important, celui de notre affiliation internationale. Si nous étions depuis 2006, affilié à la Confédération Européenne des Syndicats, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Nous n'avons pas choisi de nous désaffilier de cette confédération par fantaisie, mais par conviction. Une conviction basée sur le comportement de cette Confédération vis à vis des combats menés par les travailleurs en Europe et sa position sur la politique de l'union européenne que nos syndicats affiliés ont jugé inacceptable.

De notre point de vue, nous ne pouvons restés adhérents au sein d'une confédération européenne des Syndicats qui n'apporte aucun soutien à nos combats et aux combats de nos camarades de lutte, qu'ils soient Français, Grecs, Italiens ou Belges.

Nous ne pouvons restés adhérents à Une Confédération Européenne des Syndicats qui a cautionné la mise en place de plans d'austérité notamment en Grèce, qui s'est prononcé en faveur du Traité Constitutionnel Européen, du traité de Lisbonne, ces deux traités à l'origine de la destruction des droits des travailleurs en Europe.

Toujours de notre point de vue, nous ne pouvons restés adhérents au sein d'une confédération Européenne des Syndicats ayant invité au cours de son Congrès de 2015, Messieurs HOLLANDE, JUNKER ET SHULTZ, tous trois ennemis de classe des travailleurs prônant la destruction de tous les conquies sociaux d'après-guerre.

Et pour finir, nous ne pouvons restés adhérents à une Confédération Européenne des Syndicats qui dans un proche avenir apparemment, sera présidée par l'actuel Secrétaire Général de la CFDT, organisation syndicale réformiste, de notre point de vue alliée du patronat et du Gouvernement qui dénonce et combat régulièrement les actions de nos camarades de la CGT.

Je ne viens pas ici régler des comptes, mais énoncer les faits qui ont amené mon organisation à quitter la CES, cela fait partie du débat syndical que l'on veuille ou non, et nous savons que ce débat sur l'affiliation internationale anime en ce moment même beaucoup d'organisations syndicales européennes, notamment la CGT.

Nous sommes à présent adhérents à la Fédération Syndicale Mondiale qui, toujours de notre point de vue, est plus en adéquation avec nos fondamentaux de lutte de classe et de masse. Je tiens à rappeler que la CGT en a été l'une des fondatrices et que deux Membres de son bureau confédéral en ont été les secrétaires Généraux.

Loin d'être parfaite et exempte de tout reproches nous en convenons, la FSM a au moins le mérite d'avoir soutenu les luttes des travailleurs ces dernières années à Monaco et en France.

Enfin, j'achève pour vous dire que nous apportons bien naturellement notre soutien à toutes les organisations qui luttent en Europe et dans le monde aux cotés des travailleurs et que rien n'est plus important que la solidarité de classe face aux politiques ultralibérales menées en Europe et dans le Monde.

C'est dans cet esprit que fût fondé l'Union des Syndicats de Monaco et c'est dans cet esprit qu'elle continuera à exister.

Camardes, Je vous remercie.